

Europe

L'EUROPE DE NOS VOLONTÉS

Pascal Lamy, Jean Pisani-Ferry

01/01/2002

Pour avoir trop longtemps cru que l'Europe se bâtissait à leur image, les Français souffrent aujourd'hui de ne plus se reconnaître en elle. Diffraction de l'autorité étatique, promotion de la concurrence, contestation du monopole des services publics : ils découvrent avec surprise, et souvent avec inquiétude, que le mouvement de la construction européenne vient peu à peu mettre en cause quelques-uns des piliers du modèle de gouvernement qu'ils avaient cru exporter.

Dans le même temps, la réunification européenne, dont ils ne contestent ni la nécessité ni la légitimité, s'apprête à réduire mécaniquement leur poids au sein de l'Union : l'avenir commun se joue désormais à distance de leurs frontières, dans ce que seuls ou presque, ils continuent à appeler "Europe de l'Est". Ils se sentent enfin amoindris face à une Allemagne numériquement plus puissante et à une Angleterre politiquement plus alerte.

Cette attitude s'exprime aujourd'hui par la prédominance de postures de défense. L'union économique et monétaire a été le dernier grand projet que la France ait porté et fait aboutir. Elle ne semble plus capable que de se battre pour préserver ses acquis : crispation obsessionnelle, et finalement impuissante, sur la parité franco-allemande ; efforts répétés pour préserver le pouvoir des États face aux avancées du fédéralisme et au rôle des régions ; batailles acharnées pour la sauvegarde des exceptions agricole et culturelle ; défense obstinée du service public à la française : la liste pourrait être allongée de ces combats souvent honorables, mais désespérément défensifs même lorsqu'ils portent sur des problématiques dont l'Europe pourrait utilement se saisir. La France n'aurait-elle d'autre ambition que de tenter de résister aux menées de ses partenaires ? Peut-elle avoir quelque espoir de maintenir ainsi son rôle ?

Lorsqu'il imagine une Europe de 2010 où la France, isolée, aurait perdu son influence pour avoir "livré trop de batailles perdues", Charles Grant ne fait que prolonger les tendances.

Comme souvent, ce malaise est en partie l'expression d'un complexe. Jadis grands pourvoyeurs d'idées et de modèles d'organisation, les Français éprouvent confusément qu'ils manquent aujourd'hui de tels produits d'exportation. À force d'incapacité à le réformer, leur État, qui servait

de modèle, fait désormais souvent figure de contre-exemple aux yeux de tous ceux qui se préoccupent de modernisation de la gestion publique. Le débat monétaire hésite entre la tradition allemande dont la BCE se veut l'héritière et le modèle incarné par la Banque d'Angleterre, depuis sa réforme de 1997, mais nul ne regarde vers Paris pour y trouver source d'inspiration. En matière de relations sociales, c'est le plus souvent l'Europe du Nord qui sert de laboratoire. Et c'est, par exemple, vers l'Espagne que les Européens se tournent lorsqu'ils veulent réfléchir aux formes nouvelles de la démocratie dans un monde caractérisé par la multiplication des niveaux de gouvernement.

Ce malaise ne touche pas seulement la gauche, mais il l'affecte avec une intensité particulière et rend inaudible son message sur la régulation, la solidarité ou la cohésion des territoires. Parce que la tradition jacobine est en son sein bien représentée ? Et parce qu'au contraire d'une partie de la droite, elle ne peut se réjouir que le libéralisme pro g resse à la faveur de la construction européenne ?

Pour bien des libéraux, l'intégration économique internationale est l'outil d'une déconstruction des régulations nationales.

Que notre colbertisme moribond achève de s'épuiser dans des combats d'arrière-garde contre les progrès du marché et de la concurrence n'est finalement pas pour leur déplaire. Mais pour les hommes et les femmes de gauche, l'enjeu est au contraire de construire, en Europe et par l'Europe, des régulations publiques à la mesure de l'économie mondialisée et de moderniser un système social à la construction duquel leur famille politique a puissamment contribué. Leur engagement européen est intimement lié à la conviction que cette entreprise vaut la peine d'être conduite, et c'est à ce prix qu'ils peuvent admettre de voir les protections traditionnelles battues en brèche. La gauche française n'a pas oublié ses traditions internationalistes, mais le dépassement des frontières ne lui suffit pas. Elle attend aussi que la construction européenne demeure un projet dans lequel elle puisse s'inscrire, et porter ses valeurs. Pourtant, dépeindre l'Union européenne comme l'instrument d'une furia libérale serait certainement se tromper d'adversaire. Non pas tant parce qu'elle reste majoritairement gouvernée par des sociaux-démocrates, mais parce qu'aux yeux du reste du monde, elle incarne un modèle d'équilibre entre le marché et la société, entre la concurrence et la coopération, entre l'autonomie et la solidarité.

Dans un contexte de mondialisation et d'affaiblissement des formes nationales de la régulation publique, l'Union européenne est intrinsèquement une tentative de construction d'un acteur public à la mesure du capitalisme d'aujourd'hui. Elle est, pour les États qui la composent, le moyen de peser sur la définition des règles du jeu au lieu de seulement devoir s'y adapter. Que l'Europe déçoive plus souvent qu'à son tour est indubitable. Cela ne doit pas occulter que l'Union est, en

dehors des États-Unis, le seul acteur capable de bloquer une fusion entre deux entreprises américaines, ou de conduire une politique d'échange et de coopération avec le monde en développement. Cela ne doit pas éclipser le fait qu'elle est, malgré ses insuffisances, l'endroit au monde le moins dur pour les personnes démunies. Cela ne doit pas faire oublier que pris individuellement, les États européens seraient sans doute bien en peine d'assurer le même niveau de prospérité économique, de protection de l'environnement, de sécurité des consommateurs ou, même, de législation sociale. L'Union européenne est sûrement plus libérale que la France, mais elle pourrait aisément adopter comme devise, et proclamer face au monde, la formule de Lionel Jospin : "oui à l'économie de marché, non à la société de marché".